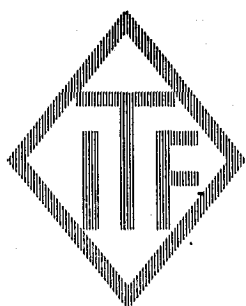


FASCISME

N° 2

Amsterdam, le 28 juillet 1934.



On craint les prolétaires bruns. -L'organisation des cellules d'entreprise nazies est paralysée ; la S.A. est liquidée.

(I.T.F.) Les coups de revolver qui, le 30 juin 1934, ont tué net le ministre du Troisième Reich, commandant des 2 millions $\frac{1}{2}$ de miliciens des S.A., Röhm, de même qu'au moins (suivant les données officielles beaucoup trop prudentes) 76 autres chefs des S.A. et de la droite, n'avaient originairement pas été prévus dans le programme de la dictature fasciste pour stabiliser la souveraineté du grand capitalisme. Des semaines plus tôt, l'oeuvre tendant à priver définitivement de leurs droits les organisations ouvrières nationales-socialistes avait déjà été commencée. Les dizaines de milliers de travailleurs et de sans-travail allemands qui s'étaient laissé employer par le national-socialisme dans la lutte contre leur classe, avaient fait tout leur devoir--on pouvait désormais s'en passer. Le grand patronat et les bonzes nazis se sont partagé le gâteau dans le Troisième Reich: pour le prolétaire qui, revêtu de la chemise brune de la "vieille garde" réclame sa part au butin, il ne reste même plus de miettes.

Des mesures radicales ont été préparées dans le plus grand secret. Au mois de février le droit a été conféré aux employeurs de licencier au pied levé chaque président de cellule d'entreprise nationale -socialiste, ne fût-ce pour des critiques faites "à la légère". Au mois d'avril, il a été interdit à l'organisation des cellules d'entreprise d'intervenir, de quelque façon que ce soit, dans les élections, sur l'initiative des employeurs, des hommes de confiance dans les entreprises. Au mois de mai la liquidation définitive des organisations d'ouvriers et d'employés a été ordonnée. Au mois de juin on a alors procédé au coup décisif. Le 20 juin, le ministre du Travail a interdit aux présidents des cellules d'entreprise, pour autant qu'ils n'avaient pas été élus pour siéger dans le conseil de confiance, de participer aux sessions de ce conseil, ce qui représentait pour eux une énorme perte de prestige. Le 22 juin, il a été interdit à l'organisation des cellules d'entreprise de percevoir des cotisations dans quelque forme,

que ce soit. Le 25 juin suivit une interdiction de toutes les réunions publiques. D'un seul coup l'ouvrier à la chemise brune se trouva dans l'entreprise sans aucune défense en face de l'employeur n'ayant plus aucun privilège au-dessus des "vils marxistes".

L'armée des chemises brunes continuait cependant à exister. La S.A. était devenue un corps de défense relativement sûr du grand patronat. Après l'avènement de Hitler au pouvoir, des centaines de mille d'ouvriers syndicalistes avaient été poussés par la force dans l'armée brune qui de plus en plus se transformait d'un corps de guerre civile en une troupe pour la formation militaire. La Schutzstaffel (S.S.) en uniforme noir était devenue le corps de garde de la dictature.

La pratique du Troisième Reich a cependant déçu certaines parties de l'armée brune; des corps spéciaux de "chasseurs de campagne" durent être créés pour les surveiller. Il est vrai qu'une action indépendante de la part des S.A. prolétariens n'était pas à craindre, mais on savait que beaucoup de miliciens de l'armée brune seraient prêts en tout temps à suivre un mot d'ordre de révolution sociale. Et on pouvait s'attendre de la part des lansquenets dans la direction de la S.A. qui étaient loin d'être des socialistes, qu'ils mènent pour leur clique la lutte déclenchée sous le mot d'ordre de révolution sociale. Sous leurs ordres la S.A. devint un danger immédiat pour la bande autour de Hitler et une menace latente pour les magnats de la finance et de l'industrie. La clique de Hitler craignait un conflit ouvert, mais le grand patronat demandait énergiquement que la protection fournie à la S.A. par les cellules d'entreprise, disparaisse. Les grandes puissances réclamaient en même temps la compression des effectifs de l'armée brune. Les caisses dont était payé l'appareil de la S.A. étaient vides.

C'est pour sortir de cette situation difficile que Hitler a agi le 30 juin. Sa méthode de procéder est conforme aux systèmes adoptés par les dictatures fascistes, systèmes appliqués par Hitler pendant 17 mois contre les travailleurs allemands sans que la presse bourgeoise -- à quelques exceptions louables près -- s'en soit particulièrement indignée. L'itinéraire à suivre est prescrit par les capitalistes: après l'anéantissement des cellules d'entreprise nazies, on procède à présent à une réorganisation de la S.A. qui devra, dans des proportions réduites, redevenir un appui sûr pour le grand patronat. La catastrophe économique qui frappe le Troisième Reich ne permet plus le luxe d'une démagogie coûteuse. Ce n'est que sur un parti national-socialiste purifié de tous les éléments prolétariens peu sûrs que le grand capital pourra s'appuyer pendant la période à venir qui sera une période de réaction sociale renforcée.

La misère augmente.

(I.T.F.) L'excédent d'exportation de l'Allemagne a si fortement baissé que l'Allemagne manque de devises pour assurer l'alimentation du peuple et l'approvisionnement de l'industrie en matières premières. L'industrie allemande a besoin d'importer près de la moitié (40 à 45%) de ses matières premières. Pour l'industrie du cuir et l'industrie textile, ce pourcentage va même jusqu'à respectivement 60 et 80%. Le rapport trimestriel de l'Institut allemand pour l'étude des conjonctures observe que les fabriques d'automobiles ne sont déjà plus en mesure d'exécuter leurs commandes. Au mois de juin il y avait déjà un retard dans la livraison de 20.000 véhicules à la suite de l'insuffisance "de métaux essentiels pour la fabrication devant être importés de l'étranger". Dans de nombreuses entreprises de l'industrie du cuir, on a dû introduire le chômage partiel à cause du manque des matières premières. Dans l'industrie du textile un maximum de 36 heures de travail par semaine a été ordonné par le ministre de l'Economie nationale. Ce chômage partiel accentue la réduction du revenu déjà fortement diminué par les baisses des salaires; en même temps le coût de la vie augmente.

En cas de moisson normale l'Allemagne a besoin d'importer un cinquième de ses produits alimentaires. L'été sec de cette année a fait diminuer la moisson du blé de 23% en comparaison de 1933, ce qui est allé de pair avec une hausse du prix du blé allemand qui se trouve déjà au-dessus du prix sur le marché mondial. On procède localement à une augmentation du prix du pain. En général la consommation de pommes de terre augmente en Allemagne lorsque le pain devient plus cher. Seulement la politique agraire des

des nationaux-socialistes a fait augmenter aussi le prix des pommes de terre. Les Nazis ont limité l'importation de fourrage de l'étranger. Le fourrage vendu par les grands propriétaires terriens allemands est inaccessible aux paysans. Les paysans sont ainsi forcés de nourrir leur bétail en grande partie avec des pommes de terre.

A présent les ouvriers allemands dont le revenu a déjà été considérablement réduit par la politique économique nazie, doivent encore payer davantage leur pain et leurs pommes de terre. Précédemment déjà, le prix de la margarine et du sel avait augmenté. Les masses ne touchent plus assez pour vivre.

20 p.100 de réduction!

(I.T.F.) Par la nécessité de procurer des uniformes aux innombrables corps et groupements, l'industrie allemande du textile a connu une période de prospérité toute spéciale. La menace d'un manque de matières premières poussait aussi les milieux aisés à "faire des stocks".

La Chambre du commerce et de l'industrie de Halle affirme que les gens aisés s'achètent en plein été "non pas un seul mais plusieurs costumes d'hiver." Le nombre des commandes passées à l'industrie textile était doublé. Mi-juillet les heures de travail dans l'industrie textile avaient déjà monté à 45 par semaine environ. Devant la pénurie des matières premières, le gouvernement s'est toutefois vu dans l'obligation de limiter à un maximum de 36 heures la durée du travail hebdomadaire dans le textile. Cette mesure entraîne pour les travailleurs une perte de revenus de 20 %; ils touchent à présent--suivant les renseignements du Front du Travail-- un salaire net de 14 marks par semaine. Et en même temps le gouvernement autorise l'industrie à prolonger la durée du travail hebdomadaire pour augmenter (!) le revenu des travailleurs.

Les faits parlent plus fort que la propagande.

La moralité brune. (I.T.F.) Les travailleurs syndiqués allemands avaient en la "Volkspflege" une institution d'assurances à eux. On comprend que les Nazis se soient empressés de s'emparer et d'introduire à la place du droit de regard de la part des assurés, le principe du "Führer". L'application de ce principe se trouva toutefois être si coûteuse que des vérifications devenaient nécessaires. Presque partout les vérificateurs ont constaté des détournements de fonds: à Berlin 150.000 marks, à Cologne 120.000 marks, à Rostock 90.000 marks, pour ne citer que quelques exemples.-- Les vérifications continuent, les détournements de fonds aussi!

Pour qui a été livrée la Bataille du Travail ? (I.T.F.)

1°) D'un discours du Dr. Goebbels contre les "critiqueurs".

"Lorsque je procure du travail à des gens, il faut prendre par dessus le marché qu'ils ne touchent pas les salaires requis par le niveau de vie d'un peuple qui a atteint le degré de culture du peuple allemand".
"L'ouvrier n'a pas atteint le niveau culturel digne d'être humains".

2°) Le Dr. Goebbels:

"Cela ne signifie pas toutefois que le gouvernement soit anti-social ou ait épargné les capitalistes, seulement uniquement"

1°) Institut pour l'Etude des conjonctures. (Rapport trimestriel clos le 16 juillet)

"Pour les éléments embauchés dans le cadre des travaux pour combattre le chômage, il s'agit la plupart du temps d'ouvriers inférieurement salariés!"

2°) Institut pour l'Etude des conjonctures.

"Les entreprises intéressées aux travaux pour combattre le chômage, en tant que fournisseurs, ont été les premières à en retirer des avantages."

Facade corporative.

(I.T.F.) Il fait partie de l'essence même du fascisme que chaque avilissement des conditions des travailleurs soit accompagné d'une vague de propagande démagogique renforcée. En avril et en mai 1934, le gouvernement italien a ordonné une nouvelle réduction brusque des salaires et à présent on annonce encore des réductions. En

même temps toutefois l'Etat corporatif, "l'Etat des producteurs" est annoncé. La misère va prendre fin, les ouvriers participeront sur un pied d'égalité avec les employeurs à la création d'une économie prospère et de salaires majorés!

Paroles prometteuses! Il y a dix ans le fascisme a par une terreur sanglante anéanti toutes les organisations ouvrières, libres aussi bien que chrétiennes, et les a remplacées par des groupements corporatifs dont les leaders sont désignés par l'Etat et où les ouvriers n'ont rien à dire. Les organisations patronales restaient intactes. Depuis lors, les dirigeants des organisations ouvrières fascistes règlent d'un commun accord avec les organisations patronales les conditions de travail et de salaires des ouvriers privés de toute voix au chapitre. La milice fasciste a soin de réprimer toute résistance. Les ouvriers sont liés pieds et poings, les employeurs dominant grâce à leurs organisations puissantes et à la dictature fasciste dont ils forment le pilier d'appui.

Seulement, le fascisme qui avait un jour promis la suppression de l'exploitation capitaliste par l'avènement de "l'Etat des producteurs" se doit de sauver du moins les apparences. Il y a 8 ans qu'un ministère des Corporations existe en Italie, coûtant pas moins de 100 millions par an, mais les corporations faisaient défaut. Un "Conseil national des Corporations" siège à Rome depuis 4 ans, avec plus de 160 membres, de nombreuses commissions et sous-commissions, mais les corporations viennent seulement d'être constituées. Les fédérations professionnelles séparées pour salariés et employeurs ont été subordonnées au mois de février à des organes communs nommés "corporations". Voilà qui était fait! Le 9 mai 1934, vingt-deux de ces corporations avaient vu le jour, "l'Etat des producteurs" était né.

La propagande fasciste comprend par corporation, un groupement appelé à sauvegarder, de manière directe et indépendante, tous les intérêts d'une branche de production. Tous les contrastes d'intérêts devront être liquidés au sein de cet organisme. L'Etat n'intervient pas dans le fonctionnement interne de la corporation; il se borne à régler les rapports des corporations entre elles. Suivant l'idéologie fasciste, l'Etat corporatif constitue une phase supérieure au régime de classe capitaliste et la victoire sur le socialisme. La réalisation de cet Etat corporatif présuppose cependant que les corporations aient qualité pour régler la production de manière indépendante et que tous les producteurs: ouvriers employés et chefs d'entreprise, collaborent sur un pied de parfaite égalité.

Les nouvelles corporations italiennes ne sont qu'une partie de l'appareil de l'Etat, sans aucune vie propre. Mussolini qui occupe la présidence dans les 22 corporations, a désigné comme vice-présidents des fascistes à toute épreuve. Le vice-président a seul le droit de convoquer des réunions dont il arrête l'ordre du jour. Ce n'est que "sur demande de la part des autorités compétentes" que les corporations peuvent exposer leur point de vue que le gouvernement est libre de prendre ou non en considération. Les travailleurs n'ont aucune influence sur les desiderata formulés. Chaque corporation est dirigée par un nombre égal de "secrétaires ouvriers" (généralement des universitaires à formation juridique) et de représentants patronaux. Il faut ajouter à cela des "conseillers techniques" désignés par le gouvernement et dans chaque corporation trois représentants du parti fasciste, dont le vice-président. En cas de votes importants, les "secrétaires ouvriers" et les représentants patronaux disposent d'une voix collective pour chaque groupe, de sorte que la voix des représentants du parti fasciste, qui votent la plupart du temps avec les employeurs, est toujours décisive. Tous les accords, contrats et limites de prix, décidés par les corporations, sont soumis à l'approbation du Conseil général des Corporations, soigneusement trié, et ils n'obtiennent force de loi que si le président du Conseil estime opportun de les promulguer par voie de décret.

La propagande fasciste prétend que les corporations auront pour effet de procurer aux ouvriers de l'influence sur la production. Seulement les ouvriers n'ont aucune influence sur les organes dirigeant les corporations et les corporations elles-mêmes n'ont rien à dire. L'organe de la haute finance anglaise "The Economist" (mai 1934 page 1080) fait une réflexion très juste: "Les corporations ne sont pas autre chose en réalité qu'une façade imposante derrière

le capitalisme continue à régner comme bon lui semble. L'unique différence réelle entre le système économique de l'Italie fasciste et celui (capitaliste ! réd.) des pays démocratiques est jusqu'à présent, que les grèves sont interdites en Italie."

Il y a 7% et 7% . (I.T.F.)

Les dividendes augmentent: La presse italienne mande avec fierté en date du 19 juin qu'en 1934 105 sociétés anonymes ont versé pour l'exercice écoulé 749,2 millions de lires en dividendes, contre seulement 697,4 millions en 1933; les dividendes ont par conséquent monté de 7,4%.

Les salaires baissent : Le périodique hebdomadaire patronal italien "Organizzazione industriale" annonce que les salaires et traitements en Italie ont été de nouveau réduits de 7% dans la période allant de la mi-avril à la mi-mai 1934. Le président de l'association des industriels italiens a envoyé un télégramme d'hommages à Mussolini. Il a de quoi!

Heure supplémentaire. (I.T.F.) Le ministère italien des Corporations a la faculté de majorer ou de diminuer les salaires. Le ministre des Corporations, Mussolini a toujours profité avec zèle de la possibilité de réduire les salaires; les salaires italiens sont à présent parmi les plus bas payés en Europe. Le 9 juin 1934 toutefois, nous avons entendu pour la première fois parler d'une augmentation décrétée par le ministère des Corporations. Voici ce qui s'est produit: Un service de propagande avait été adjoint au Bureau de presse de l'Etat dirigé par le gendre de Mussolini. Une des premières manifestations organisées par ce bureau a été: Mussolini comme moissonneur. Pendant 3 heures consécutives, le "Duce" a desservi une batteuse sous le feu des photographes et opérateurs de cinéma. Ensuite il s'est fait payer le salaire gagné à la sueur de son front.

Un batteur de blé gagne en Italie entre 1,15 et 1,55 lire l'heure. Mussolini lui-même a eu soin de faire baisser les salaires jusqu'à ce niveau de famine. Son salaire à lui cependant était de 2,10 lires pour les deux premières heures et de 2,60 lires pour la troisième, rétribuée comme heure supplémentaire.....Chaque ouvrier touche en effet le salaire qu'il mérite !!

Le fascisme en Lettonie. (I.T.F.) Le 15 mai au soir, le Parlement letton a repoussé la proposition socialiste tendant à vendre aux chômeurs du blé pris dans les provisions du gouvernement, au tiers du prix normal du marché. Le rejet a eu lieu avec une seule voix de majorité. Quelques heures plus tard eut lieu subitement le coup d'Etat du président du Conseil Ullmanis. Sans aucune préparation on a procédé dans tout le pays à l'arrestation d'environ 2.000 socialistes qui ont été envoyés au camp de concentration à Libau. Le nouveau dictateur est le leader du grand parti paysan qui, au Parlement, n'occupe il est vrai que 14 sièges sur un total de 117 mais qui dispose dans cet Etat agraire d'une influence économique considérable. Ce sont les intérêts des paysans qui ont dicté le programme du gouvernement pour les premières semaines de la dictature. Tous les partis politiques ont été interdits. Les syndicats, coopératives et caisses d'assurance-maladie ont été mis au pas. Les maisons du peuple, lieux de ralliement des ouvriers lettons, ont été livrées à l'organisation de défense des grands paysans la "Aissargi", qui y a installé ses chambres de torture. Tous les travaux pour combattre le chômage ont été suspendus et les chômeurs ont été contraints à accepter du travail agricole contre n'importe quelle rétribution. Celui qui refuse, perd tous droits au secours. Les méthodes adoptées par cet Etat agraire fasciste ne s'écartent des exemples d'autres pays qu'en ce qui concerne l'envergure, non pas le caractère.

Les conseils d'entreprise sont supprimés en Autriche. (I.T.F.) La dictature chrétienne qui domine en Autriche a démis de leurs fonctions, immédiatement après la défaite du mouvement ouvrier dans les luttes du début de février, les conseils d'entreprise élus par les ouvriers et les a remplacés par de nouveaux conseils provisoires

désignés par les Chambres du Travail mises au pas. La loi sur les conseils d'entreprise qui garantit aux travailleurs le libre choix de leurs représentants a cependant continué à exister. Le gouvernement craignant que malgré ses mesures d'intimidation, l'élection des conseils d'entreprise se transforme en une manifestation en faveur de la pensée syndicaliste, a décidé, le 12 juillet, d'abroger la loi sur les conseils d'entreprise et de créer à la place de ces conseils des "communautés d'entreprise" dans lesquelles des représentants des employeurs siégeront à côté des "délégués" ouvriers.

La croix gammée et la croix potencée de l'Autriche, tout en se combattant, se retrouvent dans leur haine contre les travailleurs.

Dantzig introduit le service obligatoire du travail.

(I.T.F.) Le Sénat national-socialiste de l'Etat libre de Dantzig a introduit, le 19 juin 1934, le service obligatoire du travail. "Chaque citoyen dantzigois en état de travailler et ayant entre 17 et 25 ans, est tenu de faire du service du travail" et doit faire ce service pendant un an "afin d'assurer au travail manuel le respect qui lui est dû". Toutefois on ne fait pas appel à tous les milieux de la population. Les fils de la bourgeoisie "dont la collaboration dans la direction d'une entreprise est indispensable" sont dispensés du service d'année en année. Suivant les déclarations du chef du service obligatoire du travail, ce service doit

apprendre aux jeunes ouvriers "la discipline, le respect des supérieurs et l'obéissance". Les hommes appelés à faire du service du travail qui font une tentative collective de résister à un supérieur "de lui refuser l'obéissance", sont passibles "d'une peine de prison d'au moins un an pour insubordination au service du travail". Des sections spéciales ont été créées pour ceux qui ont déjà subi une condamnation. Les supérieurs ont la faculté d'infliger de leur propre initiative des peines de prison "afin de faire de la jeunesse des citoyens conscients de leurs devoirs et de les unir en une communauté sociale par le service commun dans l'intérêt de la nation!"

Le personnel permanent des entreprises, dans sa grande majorité national-socialiste, est embauché à des taux fixes. Les autres travailleurs appelés à faire du service ne touchent pas de salaire, seulement un modeste argent de poche. Vu que ces travailleurs forcés ont à exécuter d'importants travaux publics qui n'ont même pas un caractère additionnel, le service obligatoire du travail à Dantzig ne constitue pas seulement une mesure d'exception contre la jeunesse ouvrière, mais encore une menace sérieuse du niveau des salaires de tous les travailleurs, particulièrement de ceux employés dans les transports, dans les travaux de terrassement et dans les travaux forestiers.

"Si j'avais su..."

(I.T.F.) Dans le port de Stettin, les salaires des ouvriers employés au déchargement du bois, ont été réduits. Il va sans dire que cela s'est fait d'une manière caractéristique pour le national-socialisme, destinée à créer auprès des non initiés, l'impression qu'il s'agissait au fond d'une majoration des taux. Jusqu'à présent on payait 32 pfennigs le déchargement d'un mètre cube de bois, à présent on paie 40 pfennigs. Seulement, tandis que 32 pfennigs étaient autrefois répartis sur une équipe de 5 hommes, 10 hommes d'une même équipe doivent à présent se partager les 40 pfennigs. L'indemnité de 10% payé pour le travail en équipes a aussi été supprimée.

Afin de calmer les travailleurs indignés par cette réduction de leur salaire, le Front allemand du Travail a convoqué une réunion dans laquelle les dockers étaient invités à dire "ce qu'ils avaient sur le coeur". La réunion était fort bien fréquentée. L'orateur du Front du Travail déclara que le Commissaire du travail avait ordonné la réduction des salaires afin de pouvoir (aux frais des dockers mal payés!) procurer du travail aux chômeurs et soulager ainsi les charges des fonds de chômage. Aucune injustice n'était commise vis-à-vis des déchargeurs de bois; les indemnités pour la manutention du lin etc. seraient aussi diminuées. L'indemnité pour le travail en équipes était supprimée vu que dorénavant on travaillerait d'un trait sans la longue coupure de l'après-midi.

L'assemblée s'agita. Trois dockers prirent la parole parmi lesquels l'homme de confiance nouvellement "élu". Ils demandèrent énergiquement d'être entendus lors des négociations avec le Commissaire du travail au sujet des salaires. La manière dont se déroulaient les débats n'était pas au gré de l'orateur chargé de diriger la réunion; il mit fin aux discussions déclarant que comme "chef" il avait accepté les instructions du Commissaire du travail et que les ouvriers n'avaient qu'à s'y conformer. Dans le Troisième Reich il ne s'agissait pas de discuter sur la question de savoir si les taux de salaire dictés par le commissaire devaient être acceptés ou repoussés. C'en était trop pour l'homme de confiance qui sursauta en criant: "Si j'avais su comment les choses se passent actuellement, je n'aurais pas accepté le poste. Je résigne mes fonctions; tu ne nous reverras plus ici!" Sur ce, les dockers se retirèrent en bloc.

L'espion de bord.

(I.T.F.) Sur tous les navires allemands, même les plus petits, il y a au moins un homme de confiance des cellules d'entreprise nationales-socialistes qui a pour tâche d'espionner les marins et les officiers. Le Bulletin d'informations officiel de la section pour la navigation du parti national-socialiste a affirmé que "la tâche essentielle de la section pour la navigation maritime est d'exterminer finalement à fond les défaitistes à bord des navires allemands".

Sur le paquebot "Hansestadt Danzig" le commissaire de bord Hermann Zühlke faisait fonction d'espion de la N.S.B.O. Zühlke était autrefois un militant actif dans l'Opposition syndicale rouge. En 1931 il passa dans le camp nazi et avec l'avènement du Troisième Reich il devint homme de confiance politique à bord du S.S. "Hansestadt Danzig".

Or, depuis un certain temps déjà des sommes disparaissaient de la caisse de bord de ce paquebot. Par hasard un homme de quart vit comment, pendant les heures d'escale, le fameux homme de confiance s'intéressait à la caisse de bord au moyen d'une fausse clef. Il réveilla le second qui attendit avec lui jusqu'à ce que l'homme, suivant d'illustres exemples, se fût rempli les poches. Alors on le cueillit en flagrant délit et on l'écoroua. A présent, un autre homme de confiance, non encore pris en flagrant délit, attend l'occasion "d'exterminer à fond" les marins conscients.

Réduction des salaires des marins italiens. (I.T.F.) Le "Lavoro" (Gênes) du 18 juillet mande que les organisations de marins ont convenu avec les armateurs de réduire les salaires. Dans la navigation des lignes régulières les soldes ont subi une baisse de 10%, dans le tramping elle est de 6%; l'indemnité de nourriture a été diminuée de 10% et l'allocation d'embarquement de 12%. La dictature fasciste a accordé aux armateurs une nouvelle subvention de plus de 300 millions de lires.